



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020
Délibération n°DCC2020_211

Objet	Dispositifs de soutiens économiques - mesures d'urgence COVID
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Economie
Thème	Economie

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Face au contexte actuel de la crise sanitaire COVID, la Communauté est consciente des problématiques qui touchent les entreprises de son territoire. Ce nouveau confinement est un coup dur pour beaucoup d'entrepreneurs, en particulier pour tous les indépendants devant faire face une nouvelle fois à la fermeture administrative de leur établissement.

Afin d'accompagner au mieux les entreprises les plus en difficulté suite à la mise en place du confinement de la fin d'année 2020, la Région Bretagne en lien avec les EPCI propose d'adapter les modalités d'obtention de certaines aides et d'inscrire de nouvelles mesures de soutien. Dans ce cadre, la Communauté abonde et mets en place les mesures d'urgence COVID suivantes :

1- Adaptation du dispositif Pass Commerce Artisanat – volet numérique :

Le dispositif Pass Commerce Artisanat est proposé et financé par la Région Bretagne et les EPCI le déployant.

Il s'agit d'un dispositif en faveur des entreprises commerciales et artisanales indépendantes ayant pour objectif :

- de dynamiser l'activité économique des TPE (commerces et artisans) prioritairement dans les communes de moins de 5 000 habitants,
- d'aider à la modernisation du commerce indépendant et de l'artisanat.

Il est, aujourd'hui, déployé sur l'ensemble de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau -Daoulas hors ville de Landerneau (la ville de Landerneau disposant du dispositif de commerce à l'essai) dans le cadre de la délibération du conseil de communauté du mercredi 07 février 2018. cf annexe 1.

Ce dispositif comporte un volet digitalisation et numérisation des commerces et de l'artisanat.

L'enjeu, est aujourd'hui, de poursuivre et d'accélérer l'effort pour accompagner le plus grand nombre de ces professionnels à prendre le virage du numérique.

Pour réponse à cet enjeu, la Région propose aux EPCI qui le souhaitent d'adapter le Pass Commerce Artisanat sur leur territoire grâce à un volet dédié à la digitalisation et numérisation des commerces et de l'artisanat. Elles ont ainsi la possibilité :

- D'en assouplir les modalités,
- D'ouvrir ce dispositif de crise temporaire aux communes non intégrées jusqu'ici au dispositif- Pass Commerce Artisanat.

La Région propose d'adopter ce dispositif de crise, ouvert jusqu'au 30 juin 2021,

Le volet numérique du Pass Commerce Artisanat est adossé aux critères d'éligibilités précédemment défini dans la délibération du 07 février 2018. cf annexe 1.

Il est proposé d'adapter le volet numérique sur les points suivants :

- Le montant minimum des dépenses éligibles passe de 3 000 à **2 000 euros HT**
- Le taux d'aide passe de 30% à **50%** du total des dépenses éligibles plafonné à 15 000 €

Les adaptations portent exclusivement sur les actions entreprises dans le domaine de la digitalisation et de la numérisation. Les conditions restent inchangées pour les autres types d'investissements. Le montant maximum de l'aide reste inchangé et ne pourra dépasser 7500 € par projet soutenu (50% EPCI – 50% Région).

Ville de Landerneau

Le dispositif portera exclusivement sur les actions entreprises dans le domaine de la digitalisation et de la numérisation. Les autres types d'investissements ne sont pas éligibles.

Le périmètre d'éligibilité est concentré aux commerces ou artisans installés ou souhaitant s'installer dans la centralité. C'est la définition de la centralité présente dans le document d'urbanisme en vigueur qui sera utilisée (centre-ville historique et le secteur de Bois Noir).

2- Mise en place d'un outil numérique collectif de territoire :

Pour répondre aux attentes des professionnels et consommateurs en facilitant la visibilité numérique et la vente en ligne des produits des commerçants et artisans locaux, la Région soutient les EPCI dans la mise en œuvre de places de marché, vitrine numérique sur leur territoire à hauteur de 50%, plafonné à 15 000 € par EPCI.

La Communauté a entamé un travail collaboratif avec les élus et commerçants du territoire pour la définition d'un outil numérique collectif.

3- Prolongement du Fonds COVID – Résistance et assouplissement des critères d'éligibilités

Le Fonds COVID-Résistance est une aide visant à maintenir la vitalité du territoire en accordant des prêts à taux zéro aux associations et aux petites entreprises qui présentent un besoin de trésorerie, non couvert par financement bancaire, dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19. Il s'agit d'un prêt à taux zéro d'une durée de 36 mois dont 18 de différé de remboursement, sans garantie.

Ce fonds a été mis en place sur la Communauté suite à la première crise sanitaire et prorogé jusqu'au 31 décembre 2020. La participation de la Communauté est estimée à 99 414€. Un premier acompte de 50 % a été versé.

Le prêt COVID Résistance est devenu accessible, sous certaines conditions, à une cible plus large à compter de fin novembre 2020 :

- bénéficiaires du PGE,
- entreprises jusqu'à 20 salariés (limité à 10 salariés jusqu'ici),
- entreprises réalisant un Chiffres d'affaires inférieur à 1,5 million d'euros (limité à 1 million d'euros jusqu'ici).

Le plafond de prêt sera doublé pour atteindre 20 000 € pour les entreprises et associations marchandes à partir du 26 novembre 2020.

Il est proposé de prolonger l'accès au Fonds COVID-Résistance selon les nouveaux critères cités jusqu'au 31 mars 2021.

4- Subvention dédié aux créateurs et repreneurs d'entreprises

Afin de soutenir les jeunes créateurs et repreneurs d'entreprises du territoire, **il est proposé un double soutien financier par la Communauté et la Région Bretagne à hauteur de 500 € par projet.** (subvention globale de 1 000 € (500 € Communauté / 500 € Région Bretagne).

Ce dispositif de soutien s'adressera aux entreprises créées ou reprises depuis le 1^{er} janvier 2020, souvent exclues des dispositifs COVID.

Des échanges avec le Conseil régional de Bretagne quant aux entreprises éligibles à ce dispositif sont en cours.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas du 7 février 2018 mettant en place une politique locale du commerce,
Vu la convention de partenariat signée entre la Communauté et le Conseil régional le 19 septembre 2018, pour la mise en œuvre du dispositif Pass Commerce Artisanat,
Vu l'avenant n°1 à la convention de partenariat signée le 23 mai 2019 précisant les modalités d'intervention,
Vu la décision du président en date du 26 mai 2020,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 24 novembre 2020
Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 23 novembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'ensemble des dispositifs de soutiens économiques évoqués dans la présente délibération,

Article 2 : s'engage à inscrire les enveloppes financières correspondantes au budget 2021,

Article 3 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures d'urgences COVID et notamment à signer tout acte ou toutes conventions à cet effet.